

Amoud se développe dans la santé

• Des investissements de 500 millions de DH prévus d'ici 2022

• Création de 5 cliniques totalisant 450 lits et 1.000 emplois directs

TRÈS connu, le célèbre pâtissier Amoud, toujours associé avec la famille Talbi, continue de développer des projets dans la santé. Akdital, le nom de la Holding regroupe les noms des deux familles associées depuis des décennies. Objectif: faire face aux besoins croissants de santé de la population encouragés par plusieurs facteurs: évolution démographique, augmentation de l'espérance de vie, mise en place de l'AMO et du Ramed...

Akdital Holding vient d'annoncer un nouveau plan de développement étalé jusqu'en 2022. Les investissements prévus s'élèvent à 500 millions de DH, financés en fonds propres et une partie par

crédit bancaire. Il est prévu la construction de 5 nouvelles cliniques totalisant 450 lits à Casablanca, El Jadida et Tanger. Le groupe compte recruter 1.000 personnes à terme. Il a déjà lancé des offres d'emploi pour plusieurs postes (réceptionnistes, caissiers, agents de facturation, de prise en charge ou encore de stérilisation, panseurs et aides opératoires...). Il exige une expérience entre 1 et 5 ans dans le même poste. «Le gain d'espérance de vie est de 28 ans. Ceci induira un accroissement progressif de la demande en soins hospitaliers lourds pour la prise en charge des maladies chroniques et dégénératives», précise Dr. Rochdi Talbi, président d'Akdital Holding. Le groupe vise la population éloignée de l'axe Casa-Anfa qui reste la zone la mieux servie en établissements sanitaires avec un ratio avoisinant 6 unités pour 1.000 habitants. Il vient d'inaugurer une clinique à Ain Borja, se situant au niveau de la préfecture de Ain Sebaa-Hay Mohammadi, à proximité de la préfecture de Al Fida-Mers Sultan pour renforcer l'offre existante

(0,7 lits pour 1.000 habitants). La population ciblée par cette unité s'élève à 740.000 personnes. Ce deuxième établissement du groupe Akdital est un centre multidisciplinaire. Occupant une superficie de 5.500 m² sur 8 niveaux, il

niques s'arrachent les compétences, tels les infirmiers anesthésistes, les radiologues...», relève le PDG du groupe. Et d'ajouter: «Il est anormal que le secteur privé soit en concurrence avec l'Etat. Ce dernier interdit au personnel de la

Un groupe familial qui étoffe son maillage

AKDITAL Holding est un groupe familial composé de la famille Akdim (propriétaire de l'enseigne Amoud) et Talbi. Le groupe est géré par Dr. Rochdi Talbi, médecin réanimateur de formation. Il détient depuis 2011 la clinique Jerrada Oasis. Cet opérateur vient d'investir 100 millions de DH dans la clinique d'Ain Borja. Les 400 millions restants, prévus dans le plan quinquennal, financeront quatre futurs établissements. Un centre international d'oncologie, prévu à côté de la clinique Jerrada Oasis, verra le jour mi-octobre prochain. Il devra accueillir 50 lits. Une autre clinique, sise à Ain Sebaa, sera ouverte en janvier 2019 comptant près de 200 lits. Un troisième centre de santé est prévu à El Jadida en 2020 qui sera servi par des médecins vacataires de Casablanca. Le groupe prospecte à Tanger pour y créer une clinique. «Le foncier est très cher dans cette ville», confie Dr. Rochdi Talbi.

Le secteur de la santé attire de plus en plus d'investissements privés. Le déficit à combler est énorme. Le Maroc compte près de 32.600 lits fonctionnels dont près de 23.000 dans le secteur public, selon les données de la carte sanitaire 2017. Le ratio est de 0,9 lits pour 1.000 habitants loin de la moyenne (6,3 lits pour 1.000 habitants). □



propose plus de 10 spécialités dont un plateau de réanimation adulte et néonatale. Cette infrastructure dispose d'une capacité litière de 100 lits, de 7 salles de consultations, 5 salles d'interventions chirurgicales et 2 salles d'accouchement. Elle s'est dotée d'un personnel bénéficiant d'un système de formation continue. «Il y a un grand déficit en ressources humaines qualifiées. Les cli-

santé publique de travailler dans le privé. Pis encore, l'Etat autorise des écoles à former le personnel paramédical et ne leur livre pas d'équivalence creusant le chômage des jeunes. Ceux qui sont formés dans le public sont obligés de travailler pour l'Etat». Un cafouillage qui amplifie davantage le manque de compétences qualifiées. □

Nadia DREF